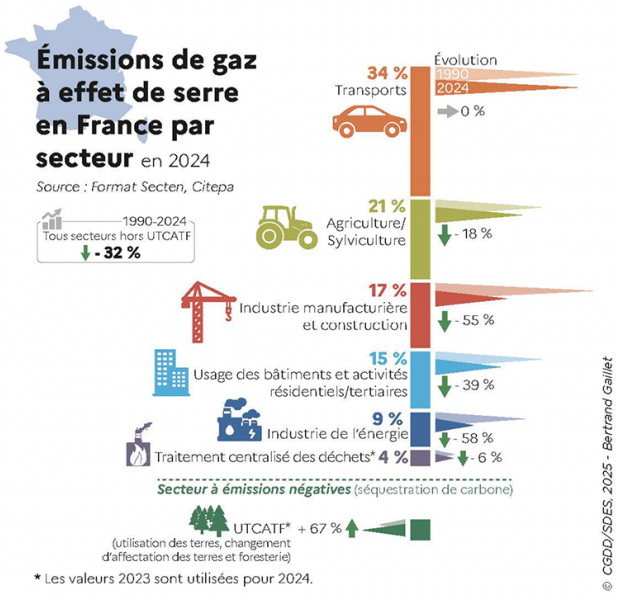
CLIMAT : QUE RETENIR DE LA CO P30 ?

Paléoclimatologue et experte en changement climatique, Valérie Masson-Delmotte livre son analyse suite à la COP30 qui s'est déroulée au Brésil, du 10 au 21 novembre 2025.

* Valérie Masson-Delmotte est directrice de recherche CEA au Laboratoire des Sciences du climat et de l'environnement (LSCE-UVSQ /CEA/CNRS). Elle a été coprésidente, de 2015 à 2023, du groupe n°1 du GIEC - groupe d'experts scientifiques intergouvernemental sur l'évolution, chargé d'établir les causes et les évolutions du changement climatique.



Comment s'est déroulée cette COP 30 ?

« La COP 30 s'est tenue dans un contexte géopolitique très difficile avec l'absence des États-Unis qui ont par ailleurs annoncé leur sortie de l'Accord de Paris. L'enjeu était de conserver un cadre de multilatéralisme climatique. Avec mon regard de scientifique, je peux souligner qu'il y a eu très peu d'avancées. Une des difficultés a été que seule une petite partie des pays du monde avait rendu dans les temps les contributions déterminées nationalement. »

Quelles sont les perspectives de la COP30 ?

« Si on se base sur les contributions qui ont été formulées par 60 pays avant la COP, et si celles-ci sont tenues, cela permettrait d'acter une baisse nette des émissions mondiales de gaz à effets de serre entre 2025 et 2035. Mais c'est sur la base d'informations parcellaires qui n'intégrent pas les contributions de l'Union européenne, ni celles de l'Inde ou de la Chine qui n'avaient pas été livrées lorsque la COP a commencé. Ce que l'on peut donc noter, c'est qu'il n'y a pas eu de réactualisation du bilan mondial, c'est-à--dire où nous place l'effort collectif, par rapport à ce que les pays eux-mêmes ont défini comme objectifs en 2015 à Paris : limiter le réchauffement largement sous +2 degrés. Sachant que le réchauffement de +1,5 degré va être très vite atteint, on voit bien la difficulté par rapport à l'ambition de l'Accord de Paris. »

La COP30 a-t-elle été à la hauteur des attentes de la France ?

« La mention de la sortie des énergies fossiles était très attendue. Malheureusement cela n'a pas été le cas. Dans le cadre des négociations internationales sur le climat, la Russie et l'Arabie Saoudite ont été extrêmement actives pour freiner. Toutefois, le Brésil a proposé, indépendamment des accords, une feuille de route consacrée à la sortie des énergies fossiles et à la préservation de la forêt. »

Quels sont les enjeux autour des questions de l'adaptation au changement climatique ?

« On voit bien que les enjeux montent en puissance. Au départ, la plupart des financements climat allaient plutôt vers les technologies propres pour décarboner et donc étaient très insuffisants par rapport aux besoins d'adaptation.
Une des avancées, c'est d'arriver à définir un ensemble d'indicateurs auxquels chaque pays doit contribuer, dans les efforts d'adaptation et le suivi de leur mise en œuvre. Après des désaccords entre pays, il y a eu un accord sur une cinquantaine d'indicateurs seulement par rapport aux cents qui étaient pressentis sur tous les aspects: ceux liés aux aléas, aux vulnérabilités, ceux liés à l'eau, l'assainissement ou à la santé, ou bien encore les aspects liés aux écosystèmes et au patrimoine, qui sont exposés aux conséquences du changement climatique. De nombreux aspects se sont avérés manquants au final. »

Quelles initiatives vous ont marquée lors de la COP30 ?

« Parmi les initiatives intéressantes lors de cette COP30, l'une porte sur l'intégrité de l'information par rapport au changement climatique. La désinformation et ses relais visent à affaiblir la compréhension des enjeux climatiques ou des leviers d'action pour y faire face. Une déclaration préparée par la présidence brésilienne, dans le cadre de l'Unesco,

donc endossée par la France, a été énoncée. Cette réflexion pour limiter les sources de la désinformation climatique n'est pas complètement aboutie sur la manière d'agir, mais me tient à cœur en tant que chercheuse en sciences du climat, attachée à l'interface science et société. Une deuxième initiative porte sur la volonté de la présidence brésilienne de proposer de nouvelles mesures pour la préservation des forêts.
En marge de la COP30, le Brésil a essayé de monter un nouveau mécanisme de fonds financier, que ce soit avec des fonds publics ou des fonds privés. Au niveau mondial, environ 10% des émissions de C02 sont liés à la déforestation. Cela représente également des enjeux très importants pour la biodiversité eu égard à la valeur particulière des forêts primaires, mais aussi pour les peuples autochtones qui vivent et dépendent de ces écosystèmes. Leur volonté de préserver ces écosystèmes se heurte à des pressions agro-industrielles multiples. »

« Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que les enjeux climat sont des enjeux de santé publique puisqu'un climat qui change, ce sont des problèmes en approvisionnement et qualité de l'eau, des enjeux par rapport à la chaleur. Une politique climatique bien pensée, c'est aussi une politique de santé publique. »

Quelles avancées souhaiteriez-vous souligner ?
« Deux points ont été des avancées de la COP30. Le premier, c'est la déclaration autour de la dimension de genre. Cette réflexion se faisait en filigrane depuis plusieurs années, à travers par exemple les vulnérabilités spécifiques de genre et l'importance de prendre en compte cette dimension dans les indicateurs de suivi, dans la manière d'y répondre. Par exemple, les femmes âgées ou enceintes sont disproportionnellement vulnérables à la chaleur.
En outre, la vulnérabilité sociale s'illustre par le rôle important des femmes dans la production agricole, mais sans titre de propriété foncière, en Afrique particulièrement. Cette formalisation de la prise en compte de cette dimension a été faite suite à un ensemble de travaux antérieurs et notamment dans les rapports du GIEC de 2022. Le deuxième, à la demande de la société civile, c'est l'élaboration d'une feuille de route autour des questions de transition juste. Cela signifie tenir compte des vulnérabilités associées à la réduction des émissions des gaz à effet de serre. La mise en place de politiques doit tenir compte de la précarité énergétique, des modes de vie contraints ou des enjeux des inégalités sociales. C'est par ce biais que le sujet de la sortie des énergies fossiles est entré dans le cadre de décision de la COP30. Dans ce contexte difficile, la COP30 a réussi à maintenir un mécanisme de multilatéralisme climat, mais les avancées ont été minimes. »

Quel rôle le citoyen français peut-il jouer pour freiner les émissions de gaz à effet de serre ?
« Outre les enjeux au niveau mondial ainsi que les politiques publiques européennes et françaises, il y a le rôle des collectivités territoriales les régions jouent un rôle de chef de file de l'action pour le climat; les agglomérations proposent leurs plans Climat-Air-Energie territoriaux. Et puis, il y a le rôle que peuvent avoir les entreprises ou les citoyens. Ce que l'on peut noter, c'est que la part des choix individuels représente 20 à 25% du potentiel de réduction des émissions des gaz à effet de serre. »

« Sortir des énergies fossiles constitue un véritable enjeu stratégique pour l'Europe, à la fois d'autonomie, de souveraineté, d'indépendance, afin de sortir de la forte dépendance au gaz et au pétrole russes que l'on a pu avoir et de cette même dépendance au gaz et au pétrole américains que l'on a aujourd'hui. »

Comment le citoyen peut-il être accompagné dans sa démarche ?
« On a besoin d'actions structurantes telles que l'évolution des systèmes énergétiques, l'évolution de la fiscalité, de l'aménagement du territoire, des politiques publiques d'efficacité et de sobriété, de faire évoluer les services publics et leur décarbonation. Des modes de vie et des styles de vie différents peuvent conduire à des empreintes carbone similaires. Quand on regarde ce qui constitue l'empreinte carbone individuelle en France, ce qui pèse le plus ce sont les transports. Viennent ensuite les choix alimentaires, puis souvent la consommation courante, la maison, les services publics. C'est en moyenne de l'ordre de 8 tonnes par personne et par an. C'est supérieur à la moyenne mondiale, car les importations mondiales s'ajoutent aux émissions en France.
Il y a certes des choix individuels, mais surtout des politiques publiques qui peuvent rendre accessibles des transformations de pratiques et des leviers d'action pour décarboner ces pratiques. Le fait de cibler des aides publiques comme MaPrimeRénov sur des rénovations d'ampleur et pour des ménages très modestes, ou rendre accessibles les véhicules électriques, revêt son importance. »

Quels conseils « climat » donneriez-vous au citoyen lambda pour réduire les postes principaux d'émissions de gaz à effet de serre ?
« En premier lieu, il faut décarboner la mobilité: remplir les voitures, circuler à pied, à vélo quand on peut (et c'est bon pour la santé !), prendre les transports en commun, et puis éviter les voyages en avion qui ont une empreinte carbone très forte par rapport au plaisir des vacances qu'on peut avoir en faisant d'autres choix. Le deuxième levier d'action est sur l'alimentation. Ce qui pèse le plus en empreinte carbone, c'est tout ce qui est protéines animales, et notamment tous les produits issus des ruminants qui émettent

beaucoup de méthane, mais aussi la consommation de boissons en bouteille, par le poids du transport qui y est associé. Des pratiques alimentaires qui valorisent des fruits et légumes de saison, des protéines végétales, des fibres, des céréales complètes, des légumineuses, c'est ce qui est meilleur pour la santé et c'est ce qui réduit aussi l'empreinte environnementale. »

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

> Le Laboratoire des Sciences du climat et de l'environnement (LSCE) est rattaché à l'Observatoire de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (OVSQ).
Crédits photo : Académie des sciences - Mathieu Baumer.